

Plusieurs députés européens expriment leur désaccord avec la résolution anti-cubaine de leur parlement

Bruxelles, 12 mars, (RHC)--. Plusieurs députés européens ont exprimé leur désaccord avec la résolution anti-cubaine adoptée ce jeudi à Bruxelles.

Willy Meyer, député de la Gauche Unie et vice-président du Groupe d'amitié avec Cuba au Parlement européen, a qualifié de honteux le rôle de cet organe.

« Ces députés qui ont voté aujourd'hui en faveur de ce document sont ceux qui, ont refusé à maintes reprises de présenter une résolution condamnant le coup d'Etat au Honduras et qui ne se soucient pas de la mort de civils en Afghanistan » a-t-il signalé.

Une note adressée à l'agence Prensa Latina, signale que cette résolution va à l'encontre des normes du droit international car elle s'immisce dans les affaires intérieures de Cuba.

De son côté, Ilda Figueiredo, députée portugaise également de la Gauche Unie a qualifié d'hypocrite cette décision.

L'ambassadeur de Cuba auprès de l'UE qualifie la résolution du Parlement européen de manœuvre médiatique contre la Révolution

Bruxelles, 12 mars, (RHC)--. Elio Rodriguez, ambassadeur de Cuba auprès de l'Union Européenne, a souligné que derrière la résolution adoptée par le Parlement européen, se cache une nouvelle manœuvre contre la Révolution et le peuple cubain.

« Une fois de plus, le Parlement européen s'aligne sur la politique hostile des Etats-Unis contre Cuba » souligne l'ambassadeur de Cuba qui a d'autre part ajouté que cette résolution déplorable ne devrait étonner personne car la « position commune » adoptée en 2003 sous la présidence du gouvernement de José Maria Aznar reste intacte.

Granma dénonce l'adhésion du Parlement européen à la campagne internationale contre Cuba

La Havane, 12 mars, (RHC)--. Granma, principal quotidien cubain, dénonce dans son édition de ce vendredi, l'adhésion du Parlement européen à la campagne internationale contre Cuba.

Granma souligne que cette campagne cherche à fabriquer des patriotes parmi les mercenaires et les délinquants à la solde des Etats-Unis.

Granma conclut que le seul objectif du débat sur la situation « des prisonniers politiques à Cuba » était d'aboutir à une condamnation contre le gouvernement et le peuple cubain dont les droits humains sont violés par le blocus étasunien.

Granma se demande où sont restés les principes démocratiques et la pluralité toujours brandis par le vieux continent pendant ce débat.

Granma déplore d'autre part l'inclusion de l'essence de la position commune dans cette résolution et rappelle que l'Union Européenne a adopté cette décision, issue de Washington, la même année où les Etats-Unis imposaient à Cuba la loi Helms-Burton.

« Le Parlement européen ne semble pas comprendre encore que tant que la Position commune existera, il n'y aura pas de normalisation des relations entre Cuba et l'UE » souligne Granma.

